

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL : Premier trimestre 2017

Entre le premier trimestre de 2016 et la même période de 2017, 109 000 postes d'emplois ont été créés par l'économie marocaine (62 000 en milieu urbain et 47 000 en milieu rural), contre une perte de 13 000 une année auparavant.

Le secteur des "services" a, ainsi, créé 45 000 emplois, celui de l'agriculture, forêt et pêche 28 000, les BTP 20 000 et l'industrie y compris l'artisanat 16 000.

Sur cette base, le nombre de chômeurs a connu une augmentation de 63 000 personnes entre les deux périodes, exclusivement en milieu urbain, portant ainsi l'effectif total des chômeurs à 1 296 000 et le taux de chômage de 10,4% à 10,7% au niveau national et de 15,0% à 15,7% en milieu urbain. En milieu rural, ce taux a baissé de 4,2% à 4,1%. Le chômage reste élevé parmi les femmes, passant de 13,8% à 14,7%, parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, passant de 24,9% à 25,5% et parmi les diplômés, passant de 18,2% à 18,5%.

La population sous-employée s'est établie à 1 057 000 personnes. Le taux de sous-emploi s'est accru de 0,1 point, par rapport au premier trimestre de 2016, passant ainsi de 9,7% à 9,8% au niveau national ; de 9,3% à 9,4% en milieu urbain et de 10,1% à 10,3% en milieu rural.

Légère baisse des taux d'activité et d'emploi

Avec 12 062 000 personnes, la population active âgée de 15 ans et plus a augmenté, entre les premiers trimestres de 2016 et 2017, de 1,4% au niveau national (1,8% en milieu urbain et 0,9% en milieu rural). La population en âge d'activité s'est accrue, quant à elle, de 1,7%. Le taux d'activité continue, ainsi, sa tendance à la baisse passant, entre les deux périodes, de 47,6% à 47,5%.

Les emplois créés au cours de cette période sont de 86 000 postes d'emploi rémunérés (57 000 en milieu urbain et 29 000 en milieu rural) et de 23 000 postes d'emploi non rémunérés (18 000 en zones rurales et 5 000 en zones urbaines).

Avec 109 000 postes d'emploi créés par l'économie marocaine entre le 1^{er} trimestre de 2016 et celui de 2017, le volume de l'emploi est passé de 10 657 000 à 10 766 000 personnes. Le taux d'emploi a, quant à lui, reculé de 0,3 point au niveau national, passant de 42,7% à 42,4%. Ce taux a baissé en milieu urbain de 36,9% à 36,3% (-0,6 point) et a augmenté en milieu rural de 52,3% à 52,7% (+0,4 point).

Contribution sectorielle à la création nette d'emplois

Le volume d'emploi dans le secteur des "services" s'est accru, entre le 1^{er} trimestre de 2016 et la même période de 2017, de 45 000 postes au niveau national (un accroissement de 1%), dont 19 000 dans la branche des "services personnels et domestiques" et 17 000 dans le "commerce de détail hors magasin". Selon le milieu de résidence, 33 000 postes sont créés en milieu urbain et 12 000 en milieu rural. Le secteur des BTP a enregistré une création nette de 20 000 emplois (14 000 emplois en milieu urbain et 6 000 en milieu rural), ce qui correspond à une hausse de 1,8% du volume d'emploi dans ce secteur.

Le secteur de l'industrie y compris l'artisanat a connu une création nette de 16 000 postes durant la même période (10 000 emplois en milieu urbain et 6 000 en milieu rural). Ces nouveaux postes proviennent principalement de la branche du "travail du bois et fabrication d'articles en bois" avec 7 000 postes.

Le secteur de l'agriculture, forêt et pêche a créé 28 000 postes d'emploi (5 000 postes en zones urbaines et 23 000 en zones rurales).

Chômage et sous-emploi en hausse

Le nombre de chômeurs est passé, entre le premier trimestre de 2016 et celui de 2017, de 1 233 000 à 1 296 000 personnes, ce qui représente une hausse de 63 000 personnes enregistrée exclusivement en milieu urbain. Le taux de chômage est ainsi passé de 10,4% à 10,7% au niveau national, de 15,0% à 15,7% en milieu urbain et de 4,2% à 4,1% en milieu rural.

Les taux de chômage les plus élevés sont enregistrés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (25,5%) et les adultes âgés de 25 à 34 ans (16,6%).

Par ailleurs, le volume des actifs occupés en situation de sous-emploi a augmenté, entre les premiers trimestres de 2016 et 2017, de 1 034 000 à 1 057 000 personnes au niveau national, de 539 000 à 550 000 personnes dans les villes et de 495 000 à 507 000 dans la campagne. Le taux de sous-emploi est ainsi passé de 9,7% à 9,8% au niveau national, de 9,3% à 9,4% en milieu urbain et de 10,1% à 10,3% en milieu rural.

Selon le sexe, le taux de sous-emploi atteint 11,1% parmi les hommes (9,4% en milieu urbain contre 13,5% en milieu rural) et 5,7% parmi les femmes (9,8% en milieu urbain contre 2,8% en milieu rural).

INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS

ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)

Population active (en milliers) 6 786 5 104 11 890 6 911 5 151 12 062

Taux de féminisation de la population active 22,4 29,2 25,3 20,5 28,6 24,2

Taux d'activité 43,4 54,6 47,6 43,1 54,9 47,5

— Selon le sexe

• Hommes 68,9 78,2 72,4 68,1 78,2 71,9

• Femmes 19,0 31,5 23,7 19,4 31,4 23,7

— Selon l'âge

• 15 - 24 ans 22,2 36,0 27,9 23,1 36,8 28,7

• 25 - 34 ans 59,8 61,7 60,5 59,5 63,4 60,9

• 35 - 44 ans 58,4 67,7 61,7 58,3 68,4 61,9

• 45 ans et plus 38,5 57,7 45,4 37,1 56,4 44,0

— Selon le diplôme

• Sans diplôme 38,1 56,9 47,6 36,9 56,9 46,8

• Ayant un diplôme 47,6 47,1 47,5 48,1 49,4 48,3

Population active occupée (en milliers) 5 766 4 891 10 657 5 828 4 938 10 766

Taux d'emploi 36,9 52,3 42,7 36,3 52,7 42,4

Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :

— Salariaux 96,7 63,1 81,2 96,6 63,1 81,2

— Salariaux 68,9 41,1 59,0 68,5 42,1 59,1

— Auto-employés 31,1 58,9 41,0 31,1 57,8 40,6

Population active occupée sous-employée (en milliers) 539 495 1 034 550 507 1 057

Taux de sous-emploi 9,3 10,1 9,7 9,4 10,3 9,8

CHOMAGE

Population active en chômage (en milliers) 1 020 213 1 233 1 083 213 1 296

Taux de féminisation de la population active en chômage 36,4 21,2 33,8 37,2 21,3 34,6

Taux de chômage 15,0 4,2 10,4 15,7 4,1 10,7

— Selon le sexe

• Hommes 12,3 4,7 9,2 12,8 4,5 9,4

• Femmes 24,4 3,0 13,8 25,2 3,1 14,7

— Selon l'âge

• 15-24 ans 40,3 11,2 24,9 41,5 10,9 25,5

• 25-34 ans 22,6 5,6 16,1 23,2 5,6 16,6

• 35-44 ans 8,3 2,1 5,9 9,1 2,1 6,3

• 45 ans et plus 3,9 1,1 2,6 4,0 1,0 2,6

— Selon le diplôme

• Sans diplôme 7,4 2,3 4,3 7,5 2,1 4,3

• Ayant un diplôme 19,9 11,4 18,2 20,7 10,7 18,5

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>.

* : données réajustées sur la base des nouvelles projections de la population basées sur les données du RGPH de 2014.

Repères statistiques

Sommaire

- Prix..... 1
- Indicateurs économiques et financiers..... 2
- Les comptes nationaux trimestriels quatrième trimestre 2016..... 3
- Principaux Indicateurs du marché du travail au premier trimestre 2017..... 4

BULLETIN MENSUEL

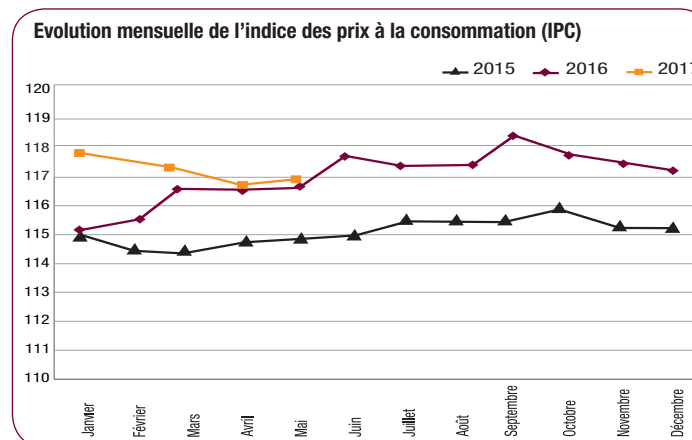
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois d'avril 2017, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,3% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de

l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,3% au cours du mois d'avril 2017. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des quatre premiers mois de 2017, par rapport à celui de la même période de 2016, s'établit à +1,0%.



Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MOYEN MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2017	AVRIL 2017	VAR. %	2016	2017	VAR. %
Agadir	114,4	114,8	0,3	114,1	115,0	0,8
Casablanca	119,5	119,4	-0,1	118,3	119,9	1,4
Fès	117,0	116,9	-0,1	115,8	117,5	1,5
Kénitra	115,8	115,7	-0,1	114,7	116,0	1,1
Marrakech	117,3	117,5	0,2	116,0	117,8	1,6
Oujda	114,6	114,6	0,0	114,2	115,1	0,8
Rabat	115,1	114,8	-0,3	114,3	115,3	0,9
Tétouan	116,7	116,9	0,2	114,9	117,0	1,8
Meknès	119,1	119,2	0,1	119,3	119,6	0,3
Tanger	118,7	119,3	0,5	118,2	119,2	0,8
Laâyoune	117,3	118,2	0,8	115,2	117,4	1,9
Dakhla	116,3	116,5	0,2	116,3	117,0	0,6
Guelmim	115,4	115,9	0,4	115,2	115,8	0,5
Settat	115,5	116,0	0,4	114,8	116,4	1,4
Safi	110,2	110,8	0,5	110,8	111,2	0,4
Beni-Mellal	115,4	116,0	0,5	114,3	116,2	1,7
Al-Hoceïma	116,1	117,6	1,3	116,7	117,1	0,3
Ensemble	116,7	116,9	0,2	116,0	117,2	1,0

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois d'avril de l'année 2017, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Laâyoune avec 0,8%, à Beni-Mellal avec 1,7%, à Safi, Beni-Mellal et Tanger avec 0,5% et à Settat et Guelmim avec 0,4%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Rabat avec 0,3% et à Kénitra, Fès et Casablanca avec 0,1%. Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des quatre premiers mois de 2017 par rapport à la même période de 2016 les hausses les plus importantes à Laâyoune avec 1,9%, à Tétouan avec 1,8%, à Beni-Mellal avec 1,7%, à Marrakech avec 1,6%, à Fès avec 1,5% et à Casablanca et Settat avec 1,4%; et les moins importantes à Dakhla avec 0,6%, à Guelmim avec 0,5%, à Safi avec 0,4% et à Meknès et Al-Hoceïma avec 0,3%.

Evolution des variations interannuelles de 2014 à 2016

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	AVRIL/AVRIL (1)	LES QUATRE PREMIERS MOIS (2)
2015	1,7	1,6
2016	1,6	1,1
2017	0,3	1,0

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des quatre premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@hcp.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقية



INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Campagne agricole		
	2014-2015	2015-2016	VAR.%
Agriculture			
Superficie des cultures oléagineuses (10³Ha)			
Arachide	13,9	15,3	10,1
Césame	1,0	1,2	20,0
Tournesol	36,9	37,9	2,7

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	Situation de janvier à février		
	2016	2017*	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée (GWh)	5 437	5 540	1,9
Mines			
Production marchande de phosphate (10 ³ tonnes)	3 829	4 591	19,9
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	1 182	1 064	-9,9

Sources : ONEE, OCP et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2016*	2017*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	51 662	52 816	2,2
Biens	30 888	31 899	3,3
Services	20 774	20 917	0,7
dont : voyages	7 750	7 444	-3,9
Importations	64 321	71 163	10,6
Biens	52 041	57 388	10,3
Services	12 280	13 775	12,2
Solde commercial	-12 659	-18 347	
Taux de couverture (en %)	80,3	74,2	
Recettes M.R.E.	9 096	8 815	-3,1

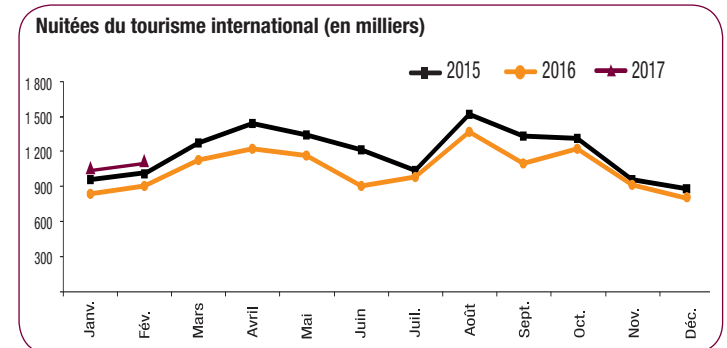
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à février		
	2016	2017	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	2 469	2 835	14,8
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	1 644	1 977	20,3

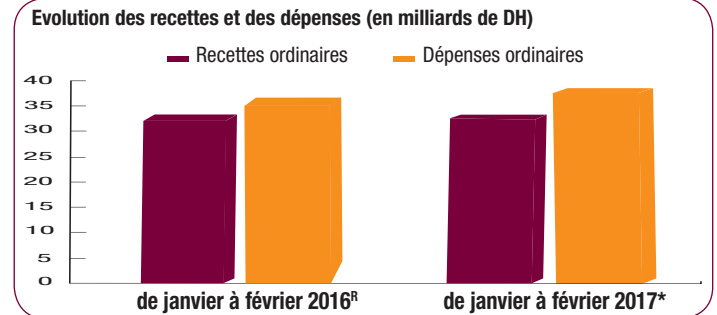
Source : Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2016 ^R	2017*	VAR.%
Recettes ordinaires	33 814	33 932	0,3
Dépenses ordinaires	36 408	36 817	1,1
Dettes publiques	5 363	5 033	-6,2
Investissement	14 305	12 780	-10,7
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	896	6 653	
Déficit / Excédent global	-16 002	-9 012	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

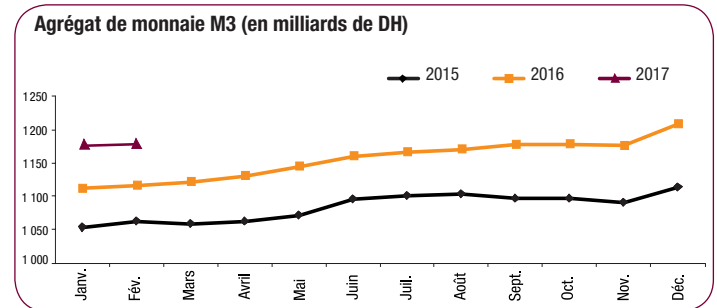


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2016 ^R	2017*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 129 977	1 191 017	5,4
Agrégats de placements liquides	556 755	592 640	6,4
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 129 977	1 191 017	5,4
Créances sur l'économie	898 507	939 417	4,6
Créances nettes sur l'administration centrale	139 432	156 711	12,4
Réserves Internationales Nettes	233 751	250 905	7,3
Ressources à caractère non monétaire	174 468	185 569	6,4
Autres contreparties de M3	32 756	29 553	-9,8

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de février		
	2016 ^R	2017*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	2 202,45	3 100,18	40,8
Capitalisation boursière (en millions de DH)	450 122	599 445	33,2
Indice MASI	8 908,44	11 926,49	33,9
Indice MADEX	7 269,71	9 764,24	9,6
O.P.C.V.M.	10 Mars 2017	7 Avril 2017	VAR.%
Nombre	425	425	-
Actifs nets (en millions de DH)	374 987	369 338	-1,5

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Quatrième Trimestre 2016

L'arrêt des comptes nationaux fait ressortir un net ralentissement de la croissance économique nationale, se situant à 0,9% au quatrième trimestre 2016 au lieu de 5,1% durant la même période de l'année 2015, avec une forte baisse de l'activité agricole et un accroissement modéré des activités non agricoles. Cette croissance a été tirée par la consommation finale des ménages et l'investissement dans le contexte d'une inflation maîtrisée et d'une augmentation des besoins de financement de l'économie nationale.

Après sa forte croissance de 9,7% durant le quatrième trimestre de l'année 2015, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, corrigée des variations saisonnières, a baissé de 11,2% durant la même période en 2016. Cette évolution serait due aussi bien à la baisse de 11,8% de l'activité de l'agriculture au lieu d'une hausse de 9,6% une année auparavant qu'à celle de 5,6% de la pêche au lieu d'une hausse de 10,7%.

La valeur ajoutée du secteur secondaire, de son côté, a connu un ralentissement de son rythme de croissance qui, de 4,3% le même trimestre de l'année précédente, est passée à 2,6%. Ceci s'explique, en dehors de la hausse de la valeur ajoutée de l'industrie d'extraction de 5,4% au lieu de 0,1%, par le ralentissement de la croissance des valeurs ajoutées :

- des industries de transformation à 2,8% au lieu de 5,3% ;
- de l'électricité et eau à 3,4% au lieu de 4,7% ;
- du bâtiment et travaux publics à 0,5% au lieu de 3% ;

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, en revanche, a affiché une augmentation de 2,4% au lieu de 2,1% le même trimestre de l'année 2015, marquée par une amélioration des activités :

- des hôtels et restaurants avec 9,6% au lieu d'une baisse de 2,1% ;
- des services financiers et assurances avec 1,9% au lieu d'une baisse de 2,3% ;
- des services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale avec 1,8% au lieu d'une stagnation ;
- des services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale avec 1,4% au lieu de 0,4% ;

Et ce, malgré le ralentissement de la croissance pour :

- les transports à 3% au lieu de 3,2% ;
- les services rendus aux ménages et aux entreprises à 2,5% au lieu de 4,8% ;
- les postes et télécommunications à 1,8% au lieu de 4,8%.

Au total, la valeur ajoutée des activités non agricoles a connu, ainsi, une hausse de 2,3% au lieu de 3% le quatrième trimestre de l'année 2015.

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 2,5% durant le quatrième trimestre 2016. De ce fait, la hausse du niveau général des prix a été de 1,6% au lieu de 0,2% une année auparavant.

La demande intérieure a progressé de 2,8% au quatrième trimestre 2016 au lieu de 1,5% la même période de l'année 2015, contribuant ainsi pour 3 points à la croissance économique nationale au lieu de 1,7 point.

Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 3,1% au lieu de 2,9%, contribuant pour 1,8 point à la croissance au lieu de 1,7 point. De même, la consommation finale des administrations publiques a affiché une augmentation de 1,1% au lieu de 0,6%, avec une contribution à la croissance de 0,2 point au lieu de 0,1 point.

De son côté, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré une augmentation de 3,3% au lieu d'une baisse de 0,7%, avec une contribution à la croissance de 1 point au lieu d'une contribution négative de 0,2 point, durant le même trimestre de l'année précédente.

Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 8% durant le quatrième trimestre 2016 au lieu de 6,8% une année passée, alors que les importations ont connu un net accroissement de 11,8% au lieu d'une baisse de 2,4%. Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, ainsi, une contribution négative à la croissance, se situant à 2,1 points au lieu d'une contribution positive de 3,4 points le même trimestre de l'année précédente.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 2007

en millions de dhs	4 ^{ème} trim. 2015	4 ^{ème} trim. 2016	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	130 948	135 007	3,1
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	40 045	40 485	1,1
Dépenses de consommation finale des ISBL	1 241	1 327	6,9
Formation brute de capital	72 122	74 523	3,3
Exportations de biens et services	74 914	80 915	8,0
Importations de biens et services	90 673	101 343	11,8

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaîné base 2007 par branche d'activité

Secteur/Branche	4 ^{ème} trimestre 2015	4 ^{ème} trimestre 2016	Glissement annuel en %
Secteur agricole	30 847	27 222	-11,8
Secteur non agricole	170 147	174 142	2,3
Pêche	2 672	2 524	-5,6
Industrie d'extraction	3 036	3 200	5,4
Industries de transformation	32 220	33 138	2,8
Electricité et eau	4 655	4 814	3,4
Bâtiment et travaux publics	11 534	11 596	0,5
Commerce	18 353	18 757	2,2
Hôtels et restaurants	4 179	4 580	9,6
Transports	8 436	8 688	3,0
Postes et télécommunications	12 688	12 922	1,8
Activités financières et assurances	10 888	11 090	1,9
Services rendus aux entreprises et services personnels	26 473	27 140	2,5
Administration publique générale et sécurité sociale	18 931	19 264	1,8
Education, santé et action sociale	17 610	17 850	1,4
Impôts sur les produits nets des subventions	32 921	34 292	4,2
Produit intérieur brut en volume	231 463	233 632	0,9
PIB hors agriculture	200 766	205 985	2,6
Produit intérieur brut en valeur	246 751	252 978	2,5

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du PIB (en %)

